

**États-Unis - Lutte contre le  
terrorisme - Brexit - Union  
européenne - Entretien de M.  
Jean-Yves Le Drian, ministre de la  
défense, avec l'hebdomadaire  
«L'Express»  
(Paris, 01 février 2017)**

**Q - L'élection de Trump met-elle en péril la relation transatlantique ?**

**R -** Les liens avec les États-Unis, surtout lors du second mandat de Barack Obama, ont toujours reposé sur la transparence et la confiance. Cela s'est traduit par une grande coopération dans nos actions contre le groupe État islamique [Daech]. J'ai tissé des relations étroites avec Ashton Carter, mon homologue au Pentagone, et je ne doute pas qu'ils perdureront avec James Mattis, son successeur. Nous avons eu un entretien jeudi dernier et il a souligné sa volonté d'inscrire son action vis-à-vis de la France dans la continuité, ouvrant la voie au renforcement de la coopération opérationnelle de renseignement, spatiale ou cyber.

**Q - Les déclarations de Trump et les restrictions de visas entament-elles les liens avec la France ?**

**R -** Il faut regarder les choses avec recul. Nous sommes alliés avec les Américains depuis près de deux cents ans. Ce pays a déjà traversé des périodes d'isolationnisme assez radical, comme dans les années 1920. Mon rôle n'est pas de commenter leurs décisions, mais de travailler avec eux pour que nos intérêts convergent. Nous sommes convenus, avec James Mattis, de nous rencontrer en marge de la réunion ministérielle de l'Otan, en février. La France, elle, est désireuse de maintenir ses liens notamment avec l'Alliance atlantique et avec l'Union européenne, dont le volet défense se développe à notre initiative. À l'Otan, nous tenons notre place puisque des unités françaises seront envoyées en Estonie en 2017, comme mesure de réassurance auprès de nos alliés qui s'estiment menacés.

**Q - Est-ce la fin du parapluie européen ?**

**R -** Nous avons notre propre «parapluie» : la France possède une autonomie stratégique et de décision. C'est notre choix depuis le général de Gaulle, et nous entendons bien continuer dans cette voie, en maintenant notamment toutes les composantes de notre dissuasion. La question se pose un peu différemment pour d'autres pays européens, comme la Pologne. Ensuite, c'est aux États-Unis de dire ce qu'ils veulent faire. Dans l'Union européenne, il existe une dimension sécuritaire dont on ne parle pas assez, une clause d'assistance mutuelle «au cas où un État membre serait l'objet d'une agression armée sur son territoire». Ce texte permet aux pays de se mobiliser pour leur propre sécurité.

Q - Les Américains demandent à l'Europe de s'occuper davantage de sa défense...

R - J'ai toujours entendu mes homologues américains dire que l'Europe devait faire plus pour sa sécurité. C'est une vision que je partage, et je milite d'ailleurs pour une Europe de la défense plus forte. Lors du dernier sommet de l'OTAN, à Varsovie, en 2016, des engagements ont été pris par les pays de l'Alliance pour augmenter progressivement leur effort à 2% du PIB jusqu'en 2025. Ils doivent affecter au moins 20% de ces dépenses au développement de leurs capacités militaires. La France est dans cette logique, comme l'a indiqué le président de la République.

Q - Le Brexit remet-il en question les accords franco-britanniques de Lancaster House de 2010 ?

R - Non. La Grande-Bretagne reste notre partenaire stratégique majeur. La Première ministre, Theresa May, l'a réaffirmé. Nos deux pays ont en commun une stratégie de défense et de sécurité et un partenariat capacitaire significatif. Une force expéditionnaire conjointe est en cours de constitution; elle est composée de 5.000 hommes issus des armées (terre, air, mer) françaises et britanniques. Un premier exercice global s'est déroulé en avril 2016. Les états-majors doivent désormais lui assigner des objectifs d'action. En matière nucléaire aussi, la coopération a vocation à se poursuivre, y compris dans le domaine de la simulation. Sur la partie capacitaire, ce partenariat s'est concrétisé autour de la société MBDA, qui développe des missiles pour nos deux armées. Le drone de combat du futur sera également produit en commun.

Q - Le partenariat avec l'Allemagne doit-il se renforcer ?

R - La coopération a beaucoup progressé depuis trois ans, avec la conclusion d'un accord stratégique dans le domaine de l'armement terrestre et la création du groupe KNDS, réunissant le français Nexter et l'allemand KMW, nouveau leader européen des blindés. Dans le domaine des satellites, l'Allemagne a rejoint le programme «Musis/CSO», permettant l'acquisition d'un troisième appareil. Enfin, nous avons lancé un programme de drones d'observation de nouvelle génération. L'Espagne et l'Italie nous ont rejoints. Le sujet avait été déserté il y a longtemps. Ce qui m'a conduit à prendre des mesures d'urgence pour doter nos armées de cette capacité essentielle. En septembre dernier, avec mon homologue allemande, Ursula von der Leyen, nous avons avancé des idées afin de relancer l'Europe de la défense, validées par le Conseil européen. Il s'agit d'une capacité de planification permanente et de conduite des opérations militaires de l'Union, des financements visant à aider la recherche en amont des industries de défense, ainsi que d'un renforcement du partenariat avec les armées des pays tiers, notamment africains, que nous contribuons à former.

Q - François Fillon propose une «alliance européenne de défense»...

R - Elle existe via l'article 42-7 du traité de Lisbonne. La France l'a sollicité pour la première fois en Europe après les attentats de Paris de novembre 2015. Presque tous les pays européens ont alors répondu présent, et participent au soutien de la France sur les théâtres d'opérations où

elle est engagée. Les Allemands sont au Sahel et au Levant. Les Finlandais vont nous soulager dans la Finul au Liban. Et les Portugais doivent déployer des forces en République centrafricaine.

Q - Où en est l'offensive contre le groupe État islamique à Mossoul, en Irak ?

R - Daech est en train de perdre au Levant, même si la reprise de Mossoul prendra des mois. Je l'ai dit dès le début des opérations. La partie est de la ville vient de tomber. La manoeuvre d'encerclement par l'ouest commence. Avant cette offensive, nous nous sommes interrogés sur le comportement de Daech : ses combattants allaient-ils lutter ou reculer ? Ils ne fuient pas. La France est un acteur majeur de la coalition, qui appuie les forces locales par son aviation de chasse et son artillerie au sol, mais aussi par la formation des peshmergas kurdes et des forces fédérales irakiennes. Parallèlement, il est important que la bataille de Raqqa, en Syrie, soit engagée, car c'est là que sont décidées les opérations terroristes diligentées contre la France. Et c'est ce que nous avons obtenu.

Q - Face à l'EI, la Maison-Blanche semble ouverte à l'idée d'opérations militaires conjointes avec la Russie. Qu'en pensez-vous ?

R - Après les attentats de novembre 2015, j'ai accompagné le président de la République à Moscou pour rencontrer Vladimir Poutine. Peu après, j'y suis retourné afin de m'entretenir avec mon homologue russe, Sergueï Choïgou. Il était convenu que nous pourrions coordonner des opérations contre des groupes terroristes en Syrie. Des discussions entre officiers ont eu lieu, mais sans aboutir. La priorité, sinon l'exclusivité, de l'action russe en Syrie est de frapper les adversaires de Bachar al-Assad, islamistes ou non. Nos problèmes, ce sont Daech et al-Qaïda. Quand les Russes agissent contre ces ennemis, je suis le premier à le saluer.

Q - Quel est le sort réservé aux Français présents dans les rangs de Daech ?

R - Les combattants de Daech, quelle que soit leur nationalité, sont des ennemis. Nous sommes sur un théâtre de guerre, il y a des morts. S'ils sont faits prisonniers par les Irakiens, c'est à la justice irakienne de décider de leur sort et, s'ils reviennent en France, la justice devra se saisir de leur cas, avec - je le souhaite - la plus grande sévérité.

Q - Pourquoi avez-vous décidé de nommer un cybercommandeur ?

R - La confrontation dans le milieu cyber constitue un champ de combat, au même titre que les espaces maritime, aérien ou terrestre. Nous allons y consacrer 2 milliards d'euros d'ici à 2019. Un commandement spécifique sera responsable des services affectés à la cyberdéfense, soit 2.600 combattants numériques. Je nommerai ce commandant cyber avant mon départ. Selon le type d'attaque, nous nous réservons tous les moyens de riposte, y compris avec des armes conventionnelles. Nous devons nous sécuriser, affirmer notre force et nos compétences dans ce domaine dans lequel nous sommes à la pointe en Europe, avant d'élaborer des pactes de non-agression avec d'autres pays.

Q - La vente des chantiers navals de Saint-Nazaire ou les difficultés de la société de semi-conducteurs STMicroelectronics vous inquiètent-elles ?

R - Nous sommes intervenus dans de nombreux sujets industriels, que ce soit la fusion de Nexter et de KMW, le rapprochement d'Airbus et de Safran pour les lanceurs spatiaux, ou encore l'autonomie d'Areva TA [chargé de la conception des réacteurs des sous-marins nucléaires], désormais garantie. Une petite partie de la production de STMicroelectronics concerne notre souveraineté [des équipements pour le Rafale ou pour les satellites]. Après plusieurs mois difficiles, nous sommes, avec le ministre de l'économie, sur le point de trouver une solution avec l'État italien, afin de sécuriser l'avenir de cette société. De même, sur la cession en cours des chantiers navals de STX, à Saint-Nazaire, qui, au-delà des bateaux de croisière, produit aussi des coques pouvant être utilisées pour des navires militaires de grand tonnage, nous devons préserver nos intérêts, par exemple via une convention ou un pacte d'actionnaires.

Q - La France vient d'enregistrer un record de ventes d'armement à l'étranger. Si le secteur s'en réjouit, des voix dissonantes critiquent les accords avec le Qatar ou l'Égypte.

R - Les contrats majeurs de 2016 concernent deux grandes démocraties : l'Inde et l'Australie. Un résultat obtenu grâce à la création d'une forme d'unité de combat réunissant tous les acteurs. Auparavant, chacun avançait en ordre dispersé, les diplomates, les militaires, les industriels, la direction générale de l'armement, le ministre... Nous avons établi des relations de confiance avec nos partenaires, que ce soit l'Égypte, l'Australie, l'Inde, les Émirats arabes unis. Ces exportations pérennisent notre propre industrie et nous permettent d'améliorer nos matériels grâce aux retours d'expérience ou à de nouveaux développements. À mon arrivée au ministère, en 2012, la France réalisait 4,7 milliards d'euros de ventes d'armes à l'étranger et certains programmes étaient à la limite de la soutenabilité. En 2016, le montant devrait être d'au moins 20 milliards d'euros en fonction du poids du contrat australien./.